

LES INQUIÉTUDES DE MAURICE THOREZ

L'intervention de Maurice Thorez, devant le Comité central réuni à Bezons, est un véritable réquisitoire contre certains dirigeants du Parti.

Il est inutile de se perdre en conjectures pour savoir quels sont les accusés. Toujours est-il que l'affaire est d'importance, si l'on en juge par le ton du secrétaire général et par la nature du problème sur lequel porte la discussion qui n'est rien moins que celui des rapports du Parti et des masses, ou en d'autres termes celui de l'influence des militants communistes sur les travailleurs.

Loin de se renforcer, cette influence, dans la dernière période, malgré un nouvel essor des grèves, connaît une régression sensible qui se manifeste :

1. Par certains résultats électoraux (1).
2. Dans le domaine de l'activité syndicale. Thorez dresse un véritable catalogue des erreurs commises ou qu'auraient commises les militants du PCF dans la C.G.T. (2).

I. — DES EXHORTATIONS INEFFICACES

Thorez propose, comme remède à une situation qui ne laisse pas de l'inquiéter, le recours à « ... un énorme effort, politique, idéologique et d'organisation », L'Humanité, 5 juin 62.

Ce n'est pas en lisant plus, en se réunissant plus souvent, en travaillant plus activement à faire connaître le programme adopté aux derniers Congrès que les militants « redresseront ». Cette médecine incantatoire est aussi familière aux adhérents que sans effet. Le mal est plus profond, en réalité, qu'il ne paraît.

Les rapports sont défectueux, entre les militants du PCF et les masses, pour deux raisons principales :

- a) envers les méthodes des militants pour régenter la C.G.T.;
 - b) envers le soutien accordé par la direction à toutes les décisions et les conceptions de certains PC au pouvoir.
2. L'inadaptation du programme de la « restauration et de la rénovation de la démocratie » à la situation économique, politique et sociale de la France.

En ce qui concerne le premier point, nous renvoyons le lecteur à un autre article de ce numéro qui traite concrètement du comportement des militants communistes dans les syndicats. Disons simplement que, contrairement aux statuts de la C.G.T., la direction du PCF impose, par l'intermédiaire de toute une série de militants, son orientation aux syndiqués, alors que l'attitude véritablement communiste consiste à proposer et à laisser les travailleurs disposer.

Mais qui pourrait croire que les « erreurs » dénoncées par Thorez sont récentes ? Les militants du PCF, parmi les plus responsables, constituent une véritable fraction dans la C.G.T. et cela depuis bien longtemps et sur les indications de Thorez lui-même. Le groupe dirigeant du PCF récolte ce qu'il a semé.

En s'opposant au droit de tendance dans une Centrale syndicale réunifiée, la direction du PCF bafoue la démocratie ouvrière et contribue ainsi au maintien de l'influence des dirigeants des organisations réformistes.

Les problèmes de la démocratie ou-

(1) « ... Et les élections montrent que l'influence du Parti, après la remontée enregistrée depuis 1959, est sérieusement combattue, malgré l'afflux de 33.000 nouveaux adhérents depuis le début de l'année.

(2) En premier lieu une formulation parfois insuffisante irréflectée des revendications... un des défauts constatés dans la dernière période... manquement trop fréquent aux règles de la démocratie syndicale.

L'Humanité du 5 juin 1962.

rière dépassent la question syndicale. Les travailleurs craignent, et leur crainte n'est pas sans fondement, le régime du Parti unique, de fait, pratiqué dans les Etats ouvriers actuels. A juste titre, ils font la différence entre pouvoir ouvrier et Parti unique. Le pouvoir ouvrier c'est la démocratie ouvrière; il doit reconnaître la diversité des tendances, pouvant conduire jusqu'à l'existence de plusieurs partis ouvriers appelant à la lutte anticapitaliste et à la construction du socialisme.

Les travailleurs ont en droit d'attendre des garanties, pas celles que Waldeck-Rochet (3) est préoccupé d'accorder aux bourgeois et qui seront autant de chaînes entravant la lutte révolutionnaire, comme en 1936, et en 1945.

Le succès des luttes partielles suppose une perspective d'ensemble, sans quoi les ouvriers hésitent à se lancer dans la grève, redoutant de lâcher la proie pour l'ombre. Or en matière de perspective la « rénovation de la démocratie » a un relent prononcé de parlementarisme bourgeois qui ne permet pas de mobiliser la classe. Thorez lui-même, qui est pourtant l'auteur de la formule, est obligé — et ce n'est pas le moindre événement de cette session du Comité central — de l'admettre (4).

Le changement proposé n'est que de vocabulaire. La lutte pour la « démocratie rénovée » est devenue la lutte pour « une démocratie véritable, réelle » (L'Humanité 5 juin). Cette formulation, qui n'est pas meilleure que la précédente, est, de surcroît, antiléniniste. Selon « l'Etat et la Révolution », qu'il n'y a aucune raison de réviser, de démocratie véritable nous ne connaissons que la dictature du prolétariat, la démocratie ouvrière. La démocratie bourgeoise, si complète soit-elle, ne saurait être une démocratie réelle.

II. — LES VERITABLES REMEDES

En réalité, comme nous l'avons indiqué plus haut, c'est de ligne qu'il faut changer.

Ce changement devrait s'inspirer de considérations totalement absentes des analyses des leaders du PCF.

1. Système politique qui correspond au capitalisme de la libre concurrence, la démocratie bourgeoise parlementaire est entrée en crise irréversible, en raison même du développement du capitalisme, de sa transformation en capitalisme monopoliste d'Etat.

2. Par conséquent, à la démocratie

(3) « France Nouvelle » du 9 juin 1962. Compte rendu des débats de la Salle des Horticulteurs.

(4) « Mais ce qui l'a emporté dans la dernière période, c'est la volonté de nous représenter comme préconisant un retour pur et simple du passé. Il faut dire ici que peut-être, notre formule « restauration et rénovation de la démocratie » a facilité cette interprétation malveillante du programme de notre Parti. Cette formule « restauration et rénovation » a pu apparaître et en tout cas a été exploitée auprès de beaucoup de Français comme signifiant le retour pur et simple au passé. Il faut reconnaître que cette formule a sans doute été bonne au moment où elle a été lancée en 1958, mais qu'après quatre années de pouvoir gaulliste, il vaudrait peut-être mieux employer d'autres expressions, comme la nécessité « d'établir une démocratie véritable, réelle ». Je crois que les camarades devraient réfléchir à la question et donner leur avis. » L'Humanité du 5 juin 62.

bourgeoise ne peuvent succéder que soit des « Etats forts » capitalistes, sans base parlementaire, soit un pouvoir ouvrier ouvrant la perspective du socialisme.

3. Il faut élaborer un programme capable d'entraîner la classe ouvrière et, à sa suite, une partie des classes moyennes pour renverser le pouvoir du grand capital.

Nous venons d'exposer les principes d'un programme de transition.

Dans ce programme les revendications sont replacées dans un cadre tel que certains d'entre elles constituent des points de rupture avec le système capitaliste. Objectivement la société est mûre pour le socialisme et les dirigeants du PCF ne peuvent plus le repousser aux calendes grecques. Ainsi G. Frischmann, reprenant certaines thèses des Congrès précédents a pu dire à Bezons qu'il « ... n'y a plus à notre époque de long intervalle historique entre les transformations démocratiques et les transformations socialistes » (L'Humanité, 2 juin 1962.)

Mais comment la démocratie rénovée, ou la démocratie véritable si elle reste parlementaire, comme le suppose le programme du XVI^e Congrès, pourrait-elle être une étape ? Cette étape sera utilisée par la bourgeoisie comme un répit pour frustrer les travailleurs de leur action, comme au moment du Front populaire et à la Libération. C'est d'autant plus vrai que nulle part le programme du PCF ne préconise la constitution de comités de base groupant les masses en lutte. Comme seule forme de contrôle politique est prévue la « révocabilité des élus ». C'est une antique proposition du Parti radical il y a une... soixantaine d'années. Personne ne sait et ne dit sous quelle forme cette révocabilité pourrait s'effectuer. Pas plus qu'on ne sait et qu'on ne dit par qui et comment seront appelés les électeurs pour désigner une Assemblée Constituante sur laquelle le PCF met, en ce moment particulièrement l'accent. Sur toutes ces questions le PCF se livre à une agitation qui ne paraît pas en rapport avec les préoccupations concrètes des travailleurs et qui, du point de vue des perspectives est sans efficacité.

III. — L'ESPRIT CRITIQUE DES MILITANTS

Le discours de Thorez, au C.C. de Bezons, marque une étape importante de la crise du PCF.

Ce ne sont plus désormais, seulement, les débats du PCUS, les événements dans les Etats ouvriers qui alimenteront la réflexion critique et l'opposition, mais les problèmes mêmes de la lutte de classe en France et les rapports des organisations avec les travailleurs.

Rien n'est plus inconfortable, pour des militants communistes, que de se trouver dans l'incapacité de mobiliser la classe ouvrière ou de constater qu'elle se mobilise sur d'autres mots d'ordre que ceux de leur Parti. Les militants cherchent alors à retrouver le contact. Le discours de Thorez est une traduction de leur souci. Mais il ne propose qu'un palliatif, qu'un raptage.

Sous l'effet de la lutte de classe, les militants les plus critiques, parviendront à l'idée que c'est l'orientation elle-même qui doit être mise en cause.

Ils le feront avec d'autant plus de résolution que le temps est terminé où le Bureau politique pouvait faire le silence dans le rang.

R. MERLIN.

DE LA NOUVELLE REVUE INTERNATIONALE

GEORG KAHR ET LES VOIES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

Dans un article paru sous le titre « A propos des voies de la Révolution socialiste » publié en mai 1962, Georg Kahr explique que « jamais la bourgeoisie ne renonce de son plein gré ni au pouvoir ni à la propriété. Aussi toute révolution socialiste, quelle qu'elle soit, se réalise-t-elle par la force, au moyen de la dictature du prolétariat. Il est d'ailleurs à noter que lorsqu'en Occident la bourgeoisie a conquis le pouvoir et affermi sa propriété, elle a, elle aussi, eu recours à la révolution, à la force, appelé le peuple aux armes et envoyé les rois à l'échafaud ». Mais après ce hors-d'œuvre de teinte révolutionnaire, nous voilà devant le vrai repas purement réformiste : « Il serait plus juste de parler non pas de révolution pacifique ou violente, mais de révolution pacifique ou non pacifique ». C'est probablement pour ne pas trop effrayer la bourgeoisie qu'il veut supprimer le mot « violente ».

Et il continue : « Les événements ont confirmé la justesse des idées développées en 1935 au VII^e Congrès de l'Internationale Communiste au sujet des perspectives de la révolution (en ce qui concerne, notamment, la diversité des voies conduisant au socialisme, l'importance primordiale de la lutte pour la démocratie, l'admissibilité de l'entrée des communistes dans des gouvernements démocratiques ne représentant pas forcément la dictature du prolétariat). » Tout cela est présenté comme un haut degré de la lutte de classe à notre époque, y compris le cas des ministres communistes dans le gouvernement « démocratique » de de Gaulle en 1945. Ensuite, il nous apprend que « Les partis communistes d'Italie, de France, de Grande-Bretagne, d'Autriche, de Suède, de Norvège, des Etats-Unis, d'Australie, du Chili, d'Argentine et d'autres pays encore ont, en 1945 et 1955, formulé, sous une forme ou sous une autre, l'idée de la possibilité d'une voie pacifique vers le socialisme ». Comme on voit, même les Etats-Unis, la citadelle du capitalisme mondial, l'Argentine et d'autres pays latino-américains, après l'exemple éclatant de la révolution cubaine, peuvent aller au socialisme par la voie pacifique ! Il n'y a qu'au Guatemala, en Equateur, au Portugal et au Pérou que Georg Kahr pense à la probabilité d'une « révolution non pacifique ». Et l'Espagne ne fait pas partie de ces pays ?

Et pour conclure, l'auteur en question a éprouvé le besoin de s'attaquer à la Quatrième Internationale par le biais de ses attaques contre les staliniens albanais. Voilà ce qu'il dit : « C'est donc une calomnie que de prétendre, comme le font E. Hodja, M. Shehu et leurs pareils, que le P.C.U.S. ne reconnaît que la voie pacifique de la révolution à laquelle il donnerait « d'ailleurs une interprétation purement réformiste. Il est à noter que des accusations analogues sont formulées par d'autres « révolutionnaires », notamment par ceux de la revue trotskyste « La Quatrième Internationale » (1961-62, n° 14, page 9). »

Ce n'est pas la première fois et sûrement pas la dernière où l'on voit des articles aussi remplis de contradictions. Aussi longtemps qu'on essaiera de réviser le marxisme, sous le couvert de la défense du marxisme, de telles contradictions seront inévitables.

VLADI.

La défaite de l'Espagne ouvrière

(Suite de la page 6)

La répression en Catalogne et en Aragon :

Le 28 mai, interdiction de La Batalla, organe du P.O.U.M. Les « Amis de Duruti » mis hors la loi. Le 16 juin, arrestation de Nin; le 17, interdiction du P.O.U.M.

En juillet 1937, des « disparitions » par dizaines et des arrestations par centaines.

Le 11 août, dissolution du Conseil d'Aragon (majorité anarchiste). Dissolution des conseils municipaux...

La lutte militaire :

Avant mai 1937 : Les milices catalanes libèrent l'Aragon. Les ouvriers battus à Badajoz et à Irun (à en raison du gouvernement français qui fit arrêter les munitions envoyées par Barcelone).

A partir d'octobre 1936, Madrid deviendra le front principal.

Après San Sebastian, abandon sans combat de Bilbao (le 19 juin 1937), et de Gijon (21 octobre 1937).

C'est déjà après les Journées de Mai 1937.

A partir de cette date, sauf quelques réactions des troupes républicaines, l'initiative restera à Franco.

La non-intervention :

L'Allemagne et l'Italie aident ouvertement Franco.

Les travailleurs de tous pays formèrent des brigades internationales. (Après les Journées de Mai, féroce contrôle stalinien).

Le gouvernement soviétique vendit des armes à prix d'or et à des conditions politiques.

Les gouvernements anglais et français (Blum) proclamèrent la « non-intervention ».

La défaite militaire et la décomposition politique :

Fin 1938, offensive de Franco en Catalogne. Le 15 janvier 1939, chute de Taragona; le 26 janvier entrée à Barcelone sans combat.

Le 11 février, le gouvernement Negrin s'installe à Madrid. Le 27 février, reconnaissance du gouvernement de Franco par les gouvernements de France et de Grande-Bretagne. Le 28, Azana démissionne de la présidence de la République.

Le 6 mars, à Madrid, pronunciamiento contre le gouvernement Negrin par le « Conseil national de défense » : Miaja, Casado, Besteiro, Carrillo (U.G.T.), San Andrés (gauche républicaine) Vals et Gonzalez Marin (C.N.T.).

Le 18 mars, Besteiro propose des négociations à Franco.

Le 28 mars, Franco reprend l'offensive. Madrid capitule le 28.

Un livre à lire :

LE PROPHETE ARME

Le tome I (1879-1921) de la biographie de Trotsky par I. Deutscher

Le manque de place nous empêche de donner dans ce numéro un compte rendu de cet important ouvrage, mais nous invitons sans tarder nos lecteurs à le lire, en souhaitant que bientôt paraisse le tome II, qui traite des années 1922-1928.

On trouve dans le tome I des pages remarquables sur la Révolution de 1905, sur Octobre, sur la guerre civile et la création de l'Armée Rouge. Depuis les livres écrits par Trotsky, c'est le premier grand livre qui donne la vérité sur toute l'histoire du bolchevisme et des Révolutions russes.